



NOTE D'APPRENTISSAGE: Les Enseignements Tirés des Activités Liées à la Sécurité et la Résilience de L'eau au Sahel

JULY 2023

INTRODUCTION

Cette note d'apprentissage met en évidence les principales conclusions et recommandations de l'étude commandée par PRO-WASH¹ et l'activité TerresEauVie de l'USAID, faisant partie du projet Resilience in the Sahel Enhanced (RISE II) sur la sécurité et la résilience de l'eau. Cette étude reprend les enseignements tirés des études sur les eaux souterraines, la sécurité de l'eau, la gouvernance de l'eau et la résilience de l'eau, et formule des recommandations adressées aux décideurs municipaux, régionaux et nationaux ainsi qu'à toutes les parties prenantes aux programmes actuels et futurs. L'étude a été menée par Hydroconseil et s'est déroulée entre août et novembre 2022. Elle est fondée sur l'expérience de 25 communes (ou municipalités) au Niger et de 15 communes (ou municipalités) au Burkina Faso. Le projet était axé autour de trois thèmes :

- Thème 1 : Enseignements tirés des études hydrogéologiques menées au Niger et au Burkina Faso ;
- Thème 2 : Sécurité de l'eau, comités locaux de l'eau et gestion des bassins versants au Burkina Faso ; et
- Thème 3 : Solutions négociées au niveau local pour la protection des ressources naturelles en vue d'améliorer la

¹ Le prix associé PRO-WASH (acronyme anglais signifiant : Pratiques, recherche et opérations concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène) était une initiative subventionnée par le Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) de l'USAID et menée par Save the Children (2018-2023). PRO-WASH entend soutenir les partenaires de mise en œuvre afin de renforcer la qualité des interventions WASH et ce grâce au renforcement des capacités, au partage des connaissances et aux opportunités de recherche appliquée WASH.

sécurité de l'eau au Niger et au Burkina Faso.

METHODOLOGY

L'étude a fait appel à l'analyse de données secondaires, à l'examen de documents, à des entretiens avec les parties prenantes, à des discussions de groupe témoin et à des ateliers, y compris avec des parties prenantes du gouvernement et du secteur privé. Au total, 63 parties prenantes ont participé aux entretiens portant sur les trois thèmes, et 41 parties prenantes ont participé aux ateliers qui leur étaient consacrés au Niger et au Burkina Faso. Ci-après, le tableau 1 résume la méthodologie de l'étude et l'engagement des parties prenantes.

TABLEAU 1 : Présentation de la méthodologie par thème

	THÈME 1	THÈME 2	THÈME 3
Nombre total d'entretiens réalisés	Niger : 12 (12 hommes) Burkina Faso : 11 (dix hommes et une femme)	Cinq entretiens avec sept parties prenantes et deux discussions de groupe témoin, l'une avec six participants et l'autre avec cinq participants (soit un total de 18 participants)	Niger : sept entretiens individuels (sept personnes au total) Burkina Faso : quatre entretiens individuels et deux discussions de groupe (15 personnes au total)
Types de parties prenantes	Représentants des chefs de projet, prestataires de services, universitaires, autorisés contractants municipales, Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement, représentants des municipalités, et USAID TerresEauVie	Les personnes qui ont été questionnées étaient des représentants des municipalités, des membres des comités locaux de l'eau, des représentants de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement, et un re-présentant de l'agence de l'eau. Les discussions de groupe se sont tenues en présence du personnel de l'USAID et de TerresEauVie, des représentants des Comités Locaux de l'Eau (CLE), des agents de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement et de la police de l'eau ² et des représentants de la municipalité concernée.	Niger : Chefs de projet, personnel de gestion du projet municipal, chef de village et membres du comité de gestion au Niger Burkina Faso : Chefs de projet, représentants des municipalités, comités locaux de l'eau, représentants de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement, et un représentant de l'agence de l'eau.
Dates	Entretiens du 5 au 13 octobre 2022. Atelier destiné aux parties prenantes le 23 novembre 2022.	Les entretiens ont eu lieu du 24 au 28 octobre 2022 et les discussions de groupe du 25 octobre au 2 novembre 2022.	Les entretiens ont eu lieu entre le 18 octobre et le 17 novembre 2022 au Niger, et les entretiens et discussions de groupe ont eu lieu entre le 24 octobre et le 8 novembre 2022 au Burkina Faso.

² En 2008, la police de l'eau a été mise en place au Burkina Faso conformément à la loi de 2001 sur la gestion de l'eau. Elle supervise l'action des différents services qui sont chargés de faire respecter la législation sur l'eau et regroupe des officiers et agents de police judiciaire, des services de l'Etat chargés de l'eau, de la santé et de l'environnement. La police de l'eau est chargée de faire respecter la législation sur l'eau dans toutes les masses d'eau et écosystèmes publics et privés du Burkina Faso. Elle détient des pouvoirs de police administrative qui lui permettent d'assurer le contrôle, le suivi et la surveillance, ainsi que des pouvoirs de police judiciaire qui lui permettent d'enquêter et d'engager des poursuites en cas d'infractions liées à l'eau.

	THÈME 1	THÈME 2	THÈME 3
Documents passés en revue	Rapports sur les eaux souterraines	Documents sur les cadres institutionnels, la sécurité et la gouvernance de l'eau. Documents présentant les comités locaux de l'eau, les actions mises en place par USAID TerresEauVie en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), et les histoires à succès rassemblées par USAID TerresEauVie.	Documents présentant les conventions locales au Niger et les chartes foncières locales au Burkina Faso, notamment sur la démarche et la stratégie de l'USAID TerresEauVie, l'adoption de la gouvernance locale dans ces deux pays, et les histoires à succès rassemblées par l'USAID TerresEauVie.

Suite aux entretiens réalisés pour chaque thème (résumés dans le tableau 1 ci-dessus) et à une analyse préalable des résultats, USAID TerresEauVie a mis en place deux derniers ateliers d'apprentissage pour rassembler les parties prenantes et discuter davantage des résultats et les affiner. Les ateliers se sont penchés de manière plus approfondie sur les problèmes abordés au cours des entretiens pour chaque thème. Ces derniers ateliers d'apprentissage se sont déroulés le 22 novembre 2022 à Ouagadougou, au Burkina Faso, et le 23 novembre 2022 à Niamey, au Niger. Au total, 23 participants ont pris part à l'atelier au Burkina Faso et 18 au Niger.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Ces trois thèmes ont permis de mettre en évidence plusieurs conclusions transversales. On peut notamment citer les suivantes :

- Il est important de partager les connaissances et les informations de manière efficace et inclusive, y compris en ce qui concerne l'état des eaux souterraines. À l'heure actuelle, les connaissances et les informations ne sont pas toujours accessibles à toutes les parties prenantes. À titre d'exemple, les organisations de niveau local n'ont pas accès aux informations et aux données hydrométéorologiques.
- L'application d'une meilleure gestion des ressources en eau est freinée par le manque de fonds et un savoir-faire technique insuffisant.
- Il est primordial que les parties prenantes collaborent et coopèrent pour le bon fonctionnement des organisations locales de gestion de l'eau qui, elles aussi, soutiennent les initiatives de gestion intégrée des ressources en eau.
- La collaboration doit être fondée sur les dispositions institutionnelles et juridiques existantes et s'inscrire dans leur contexte.
- Il est essentiel de sensibiliser, de communiquer et de diffuser les résultats pour garantir la réussite des organisations locales chargées de la gestion des ressources en eau.

Pour chacun des trois thèmes, les points clés et les conclusions sont résumés ci-après sur la base des analyses documentaires, des entretiens, des discussions de groupe témoin et des derniers ateliers avec les parties prenantes.

THÈME 1 : ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉTUDES HYDROGÉOLOGIQUES MENÉES AU NIGER ET AU BURKINA FASO

En 2021, USAID TerresEauVie a conclu ses études sur le potentiel des eaux souterraines dans 18 communes du

Niger, dont 15 dans la région de Zinder et trois dans la région de Maradi. De plus, des études ont été menées dans trois communes du Burkina Faso, tandis que des études sont toujours en cours dans huit autres communes. Ces études ont mis en avant l'implication des parties prenantes et ont inclus les municipalités, les directions régionales, le cluster WASH, les partenaires de RISE II et la Direction des études et de l'information sur l'eau, qui est le ministère responsable de l'eau au Burkina Faso. Ces études comprenaient des ateliers régionaux pour le Niger et un atelier national pour le Burkina Faso. L'USAID TerresEauVie a non seulement cherché à déterminer comment les décideurs aux niveaux municipal, régional et national utilisaient ou pouvaient utiliser ces études pour améliorer le ciblage des investissements et la gestion des eaux souterraines, mais aussi à apporter conseil à d'autres organisations désireuses de conduire des études similaires afin d'en optimiser l'utilité.

Les réussites

- Les parties prenantes ont évalué les rapports hydrogéologiques disponibles comme étant de bonne qualité, y compris ceux qui portent sur la contamination des eaux souterraines.
- La création de bases de données sur les eaux souterraines et de cartes thématiques, qui permettent de recueillir des informations sur les points d'eau qui n'existaient pas encore au niveau communal, est un des principaux résultats des études hydrogéologiques.
- Alors que les parties prenantes locales et régionales ont jugé importante et satisfaisante une large diffusion des rapports hydrogéologiques, les parties prenantes des administrations centrales (par exemple, les ministères responsables de l'eau ou d'autres ministères liés à la gestion des eaux souterraines) n'étaient pas toujours au courant des résultats de ces rapports, et ce malgré l'implication de certains acteurs à ce niveau. Au Burkina Faso, par exemple, la Direction générale des ressources en eau a contribué à l'organisation de l'atelier national de partage et la Direction des études et de l'information sur l'eau a participé au comité technique de l'étude sur les eaux souterraines. Les personnes présentes à l'atelier ont également préconisé le partage d'informations clés avec d'autres ministères tels que l'agriculture, l'élevage, l'environnement, l'éducation, la santé, etc.
- Au Niger, la participation des enseignants-chercheurs et des étudiants à la réalisation de l'étude et à la collecte des données a été jugée importante. Ils sont en effet considérés comme les garants du savoir et de la rigueur scientifique, et permettent de consolider les compétences des générations futures. Ils participent fréquemment aux comités de validation/suivi des projets et sont au cœur d'un réseau d'acteurs spécialisés. En général, les universitaires sont animés par la motivation de faire paraître leurs travaux, ce qui se manifeste souvent par une motivation et une rigueur plus importantes.

Les défis

- Les systèmes de surveillance à long terme, notamment sur l'état des infrastructures, la qualité de l'eau et le niveau des eaux souterraines, sont très limités, voire totalement inexistantes, dans certaines régions. Au Burkina Faso, par exemple, la Direction des études et de l'information sur l'eau (DEIE) ne possède qu'une vingtaine de piézomètres dans tout le pays. Ces systèmes de surveillance sont essentiels pour collecter les données nécessaires à l'évaluation des risques liés à la contamination de l'eau et à la sécheresse à long terme.
- Il est difficile d'accéder aux données et aux informations techniques, comme l'ont souligné plusieurs parties prenantes. Sur le plan pratique, les obstacles comprennent les difficultés liées à certaines applications logicielles et à l'absence de plates-formes fonctionnelles simples à utiliser qui permettraient d'accéder facilement aux données et de les utiliser.

- Il existe un décalage entre les recommandations présentées dans les rapports hydrogéologiques, la concrétisation des plans d'action et le suivi à long terme des actions.
- Plusieurs obstacles majeurs entravent la bonne application des recommandations et l'utilisation des résultats. Parmi ces obstacles figurent le manque d'expertise locale, notamment au niveau communal, les problèmes de sécurité et le manque de ressources financières. La mauvaise définition des rôles et des responsabilités des différentes parties prenantes est également un problème significatif.
- On observe un manque de participation de l'État au niveau institutionnel qui permettrait de coordonner les parties prenantes et de veiller à ce que les activités de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) soient correctement encadrées.
- Les caractéristiques hydrogéologiques de l'aquifère de socle empêchent l'exploitation des ressources en eau, notamment au Niger.
- Les différents niveaux d'expertise technique des parties prenantes nuisent à l'accessibilité du rapport. Les municipalités ont identifié leurs limites dans l'utilisation de certains éléments livrables, tels que les cartes thématiques, en raison d'un manque de capacité technique. La diffusion des résultats et des conclusions constitue un défi permanent pour les parties prenantes.

Les recommandations

- Les recommandations de l'étude portent principalement sur les aspects techniques hydrogéologiques, en accord avec les exigences du cadre de l'étude. Pour autant, il est crucial de reconnaître l'importance du temps et des ressources financières investis dans le traitement des facteurs dits « soft » qui sont essentiels à une gestion efficace des ressources en eaux souterraines. Ces facteurs regroupent les initiatives de renforcement des capacités et les efforts de sensibilisation. Il faudrait accorder une attention constante à ces domaines afin de veiller à une gestion globale et équilibrée des ressources en eaux souterraines.
- En vue d'améliorer l'accessibilité pour les lecteurs non spécialistes, la rédaction de rapports non techniques peut améliorer de manière significative la compréhension et l'utilisation des données.
- Axer les études futures sur l'application concrète des résultats, y compris la gestion des risques, afin de contribuer à la hiérarchisation des actions et à l'élaboration de stratégies. Il conviendra pour cela de prioriser les risques (tels que la contamination des aquifères, la sécheresse, les inondations) et de développer des études plus ciblées sur ces problématiques.
- Assurer la participation des usagers à la surveillance des ressources (par exemple, en demandant aux opérateurs d'effectuer les mesures de piézométrie).
- Encourager la formation de réseaux entre les parties prenantes et faciliter l'échange d'informations en créant une plateforme en ligne ou des archives centralisées.

THÈME 2 : SÉCURITÉ DE L'EAU, COMITÉS LOCAUX DE L'EAU ET GESTION DES BASSINS VERSANTS AU BURKINA FASO

Au Burkina Faso, USAID TerresEauVie a déployé des efforts considérables sur les bassins versants, en collaboration avec les agences de l'eau concernées. En vue de la mise en œuvre des subventions liées à leurs actions planifiées, USAID TerresEauVie a concentré ses efforts sur le soutien aux Comités Locaux de l'Eau (CLE), qui dépendent des agences de l'eau pour la planification, les séances de formation et le coaching local. Le programme a également

favorisé l'apprentissage par les pairs à travers des visites d'échange auprès de remarquables CLE. USAID TerresEauVie avait pour objectif d'évaluer la mesure dans laquelle son soutien a permis de renforcer les CLE en tant qu'institution, de contribuer à la bonne implémentation de la politique de GIRE au Burkina Faso, et de contribuer à l'exploration de stratégies permettant d'assurer la durabilité à long terme des activités entreprises par les CLE.

Les réussites

- Les personnes interrogées se sont montrées sensibles aux efforts de l'USAID TerresEauVie, et ont reconnu leur importance dans le traitement des questions clés liées à la sécurité de l'eau et à la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM). Elles ont mis en évidence les contributions de l'activité qui ont permis d'améliorer la gestion administrative et financière des CLE, de soutenir le développement de plans d'action, de consolider le rôle institutionnel des CLE et de créer des liens plus forts entre les différents acteurs impliqués dans les institutions de la GIRE.
- Les personnes interrogées considèrent que le cadre institutionnel, législatif et réglementaire qui régit la gestion de l'eau au Burkina Faso est à la fois clair et bien établi.
- Il est ressorti à plusieurs reprises que les activités de sensibilisation des utilisateurs des ressources et des communautés locales étaient des facteurs essentiels à la promotion d'une gouvernance efficace de l'eau.

Les défis

- Le manque d'expertise en matière de gestion technique et financière, de ressources humaines et financières, notamment sur le plan des agences de l'eau et du financement des activités du CLE, ainsi qu'au niveau de la police de l'eau, entrave l'efficacité du cadre institutionnel.
- Le manque de compréhension des enjeux locaux a été souligné comme l'un des facteurs faisant obstacle au bon fonctionnement de la GIRE.

Les recommandations

- Accroître la participation de la communauté pour promouvoir l'acceptation des projets et encourager la mise en place de solutions locales. Cela implique notamment le maintien et la réitération du soutien à la formation et au renforcement des relais communautaires.
- Augmenter la visibilité et la prise de conscience des activités et des rôles des CLE parmi les utilisateurs.
- Soutenir les CLE dans la sécurisation des lieux et l'acquisition de leur propre équipement dans le but d'améliorer leur visibilité, ainsi qu'appuyer la mise en place d'un projet de protection des ressources en eau à grande échelle pour identifier les terres dégradées.

THÈME 3 : SOLUTIONS NÉGOCIÉES AU NIVEAU LOCAL POUR LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES EN VUE D'AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DE L'EAU AU NIGER ET AU BURKINA FASO

USAID TerresEauVie a soutenu les communes dans l'élaboration de chartes foncières locales au Burkina Faso et de conventions locales au Niger, afin de gérer les conflits liés aux ressources naturelles, notamment l'eau. Les conventions et chartes foncières locales permettent de fixer des règles communes et consensuelles de protection des ressources et de gestion rationnelle au profit du bien-être de l'ensemble des usagers. USAID TerresEauVie a sollicité l'avis des utilisateurs quant au soutien apporté au développement et à la mise en œuvre des conventions et chartes foncières locales et à l'efficacité avec laquelle ces outils ont permis la gestion des conflits liés aux ressources naturelles. Cette enquête a également porté sur les directives qui pourraient être remplacées par d'autres

structures ou organisations désireuses de développer ou qui développent actuellement ces conventions locales ou ces chartes foncières locales.

Les réussites

- Les communautés bénéficiaires ont accueilli et respecté les organisations locales créées avec le soutien de l'USAID TerresEauVie, car ce sont elles qui ont établi leurs règles de fonctionnement. La prise en charge locale par les utilisateurs des ressources naturelles permet aux organisations locales de s'adapter aux évolutions du contexte climatique, sécuritaire ou social.
- L'approche et le processus de rédaction des chartes et des conventions dans les deux pays reposent sur des concepts différents. Au Burkina Faso, la méthodologie de l'État existant est utilisée, contrairement au Niger qui suit un processus plus souple. USAID TerresEauVie a participé à l'élaboration d'un guide national unique sur ces conventions. Ce guide a été approuvé par le ministère de l'élevage, qui est chargé de la supervision administrative du code rural. Les deux pays appliquent une méthode participative.
- Les parties prenantes ont mis l'accent sur l'importance de se baser sur les relations culturelles, historiques et religieuses déjà existantes au sein de la communauté et de s'appuyer sur les leaders d'opinion afin de favoriser la création d'organisations locales réellement représentatives.
- L'approche de développement privilégiée par l'USAID TerresEauVie, avec la participation de représentants des différentes couches socioprofessionnelles et des communautés, respecte les aspects historiques et culturels tout en équilibrant les relations de pouvoir entre les différents groupes d'utilisateurs. Les dirigeants communautaires contribuent à la coordination des différentes parties prenantes, ce qui favorise le bon fonctionnement des organisations locales.
- Les structures locales, par exemple les émissions de radio, ont été essentielles pour informer les communautés sur les chartes foncières locales, les conventions et leurs règles de gestion. Leur contribution a été essentielle pour promouvoir l'acceptation et l'efficacité de ces conventions foncières locales et comités de gestion, tout en maintenant un lien étroit avec les mairies et les commissions foncières.

Les défis

- Le manque de représentativité des conventions et chartes foncières locales (élaborées par des acteurs externes avec peu de concertation ou peu de parties prenantes présentes lors des réunions, parfois, certains acteurs ne sont pas informés des règles de gestion définies en leur absence).
- Des conflits bien ancrés peuvent rendre le développement et le respect de ces chartes/conventions difficiles.
- Les conventions et chartes foncières locales sont conçues par les parties prenantes résidentes, empêchant ainsi les populations nomades de donner leur avis lorsqu'elles sont en mouvement.

Les recommandations

- Il sera important de documenter les enseignements tirés pour les futures chartes et conventions foncières, compte tenu de leur caractère nouveau. Il peut également être nécessaire d'apporter un soutien à long terme à la mise en place des comités de gestion, chargés de faire respecter les conventions, afin de garantir leur efficacité. La communication et la diffusion des chartes et des conventions sont à maintenir sur le long terme.
- Les parties prenantes ont insisté sur la nécessité d'un suivi et d'une évaluation efficaces pendant la période de mise en place à long terme des chartes des organisations locales.

- Compte tenu des phénomènes de sécheresse dans les zones pastorales, les données climatiques devraient servir de base à la gestion adaptative. Il conviendrait de prendre en compte les informations climatiques pour orienter les politiques et les lignes directrices (par exemple, en cas d'inondations ou de sécheresses). Toutefois, les membres du CLE et les parties prenantes de la convention n'ont que peu d'accès aux données hydrométéorologiques.

LES RECOMMANDATIONS

Les recommandations des trois activités sont résumées dans le tableau ci-après, lequel indique les partenaires qui devraient jouer un rôle principal (P) ou de soutien (S) dans la mise en œuvre de chaque recommandation. (c.-à-d. USAID TerresEauVie ; activités de sécurité alimentaire de résilience (de l'acronyme anglais RFSA) et autres partenaires de mise en œuvre ; ou USAID/BHA et PRO-WASH).

TABLEAU 2 : Résumé des recommandations

Thème	USAID TerresEauVie	RFSA et autres partenaires de mise en œuvre	USAID/BHA et PRO-WASH
Thème 1 : Enseignements tirés des études hydrogéologiques menées au Niger et au Burkina Faso			
Élaborer des plans d'action concrets avec des budgets prédéfinis pour appliquer les recommandations présentées dans les études hydrogéologiques, en incluant la participation des auto-rités.	P	S	
Établir des canaux de communication pour partager les études.		P	
Préconiser une participation plus importante à la coordination des activités et à la mise en place de lignes directrices visant à structurer les activités clés telles que les systèmes de surveil-lance à long terme au niveau du ministère.	P		S
Proposer une formation technique aux différentes parties prenantes.	P		S
Populariser et diffuser les résultats et les résultats de l'étude auprès des parties prenantes concernées.	P		

Thème	USAID TerresEauVie	RFSA et autres partenaires de mise en œuvre	USAID/BHA et PRO-WASH
Axer les études futures sur l'application concrète des résultats, y compris la gestion des risques, afin de contribuer à la hiérarchisation des actions et à l'élaboration de stratégies.	S	S	P
Instaurer des systèmes de surveillance à long terme, notamment sur l'état des infrastructures, la qualité de l'eau et le niveau des eaux souterraines. Bien que les parties prenantes locales soient indispensables, il peut être nécessaire de coordonner cette action au niveau national. Les systèmes de compilation et de gestion des données sont également fondamentaux.	P		S
Impliquer les autorités gouvernementales dans la conception et la réalisation des études et des activités.	P		S
Thème 2 : Sécurité de l'eau, comités locaux de l'eau et gestion des bassins versants (uniquement au Burkina Faso)			
Accroître les activités de renforcement des capacités. Cela peut se traduire par un soutien financier aux institutions de la GIRE en vue de former les usagers à la protection des ressources en eau, à la gestion administrative et financière ou à la planification d'actions.	S		P
Contribuer à la capitalisation des activités par la formation et le renforcement ciblé des capacités.	S		P
Travailler au sein d'institutions existantes et de structures politiques nationales.	S	P	
Renforcer l'implication de la communauté dans les projets pour promouvoir l'acceptation et découvrir des solutions endogènes, par le biais du maintien d'activités telles que la formation et le renforcement des capacités.		P	

Thème	USAID TerresEauVie	RFSA et autres partenaires de mise en œuvre	USAID/BHA et PRO-WASH
Améliorer les compétences des bénévoles de la communauté par le biais de formations et d'activités de remise à niveau vis-à-vis à promouvoir la sensibilisation quotidienne des consommateurs de ressources en eau.	S	P	
Renforcer le soutien à la visibilité et à la sensibilisation vis-à-vis des activités et du rôle des organisations locales, notamment par la poursuite et la répétition des campagnes de communication multimédias (panneaux de sensibilisation, images, campagnes radio).	S	P	
Soutenir les comités locaux de l'eau dans l'acquisition de locaux et d'équipements afin de leur donner une plus grande visibilité.	P	S	S
Dans la mesure du possible, appuyer la mise en place d'un projet de protection des ressources en eau à grande échelle.	S		P
Thème 3 : Solutions négociées au niveau local pour la protection des ressources naturelles en vue d'améliorer la sécurité de l'eau au Niger et au Burkina Faso			
Populariser et diffuser les informations sur les organisations locales, par exemple par l'intermédiaire d'émissions de radio ou de la distribution de brochures, et ce, dans la mesure du possible, dans les langues locales.		P	S
Consolider les processus de résolution des conflits au Niger par le biais d'une meilleure documentation et de la mise en œuvre de conventions locales.	S	P	S
Promouvoir la collaboration et l'apprentissage entre les parties prenantes.	P		S
Apporter un soutien à long terme aux comités de gestion au niveau local, y compris l'adoption de plans d'action annuels au Niger.	S		P

Thème	USAID TerresEauVie	RFSA et autres partenaires de mise en œuvre	USAID/BHA et PRO-WASH
Assurer la coordination avec d'autres ministères pour garantir la cohérence avec d'autres outils tels que le guide de gestion environnementale des terres.	P	S	

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont à toutes les parties prenantes qui ont pris part à l'activité, y compris le gouvernement, les acteurs du secteur privé et les communautés, tant au Niger qu'au Burkina Faso. La majeure partie du travail que comprend ce support a été réalisée dans le cadre du prix PRO-WASH (2018-2023), financé par le Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA) de l'USAID. Les dernières modifications apportées au texte, à la conception graphique et à la mise en page ont été réalisées dans le cadre du prix PRO-WASH & SCALE (2023-2027), également financé par l'USAID/BHA.

À PROPOS DE PRO-WASH

PRO-WASH (Pratiques, Recherche et Opérations en Eau, Assainissement et Hygiène, de l'anglais Practices, Research and Operations in Water, Sanitation and Hygiene) était une initiative financée par le Bureau pour l'assistance humanitaire de l'USAID (BHA) et pilotée par Save the Children de 2018 à début 2023. PRO-WASH visait à fournir un soutien aux partenaires de mise en œuvre afin d'améliorer la qualité des interventions WASH par le biais du renforcement des capacités, du partage des connaissances et des opportunités de recherche appliquée en matière de WASH.

À PROPOS DE PRO-WASH & SCALE

PRO-WASH & SCALE (Pratique, recherche et opérations en eau, sanitation et hygiène & Renforcement des capacités dans les domaines de l'agriculture, des moyens de subsistance et de l'environnement) vise à renforcer la conception, la mise en œuvre et l'efficacité globale d'interventions sectorielles clés. Notre travail se concentre sur les activités de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les situations d'urgence, de rétablissement précoce, de réduction des risques et de résilience. Nous collaborons avec les partenaires de mise en œuvre pour améliorer l'impact, la durabilité et l'extensibilité des activités WASH, de gestion intégrée des ressources en eau, de l'agriculture, des ressources naturelles et des moyens de subsistance financées par le bureau pour l'assistance humanitaire (BHA) de l'USAID. À PROPOS DE TERRES-EAU-VIE

À PROPOS DE TERRES-EAU-VIE

L'activité **TerresEauVie** de l'USAID renforce la résilience de 40 comtés ruraux, appelés communes, par la consolidation des systèmes sociaux et écologiques. TerresEauVie se centre sur trois éléments : une sécurité de l'eau améliorée, une utilisation durable des terres productives renforcée, et une meilleure gestion des chocs, des risques et des contraintes.

À PROPOS DE HYDROCONSEIL

Hydroconseil est une société de conseil fondée en 1995 à Paris. Elle se spécialise dans l'amélioration des services publics de première nécessité pour les populations à faibles revenus dans les pays émergents et en développement.

RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE

PRO-WASH & SCALE (2023). Note d'apprentissage : Les enseignements tirés des activités liées à la sécurité et la résilience de l'eau au Sahel. Réalisé par PRO-WASH & SCALE et l'activité TerresEauVie de l'USAID, à partir d'un projet mené par Hydroconseil. Crédit photo de la couverture

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE

Mustafa Saeed / Save the Children

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

La réalisation de ce présent support d'apprentissage a été rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain exprimé par l'intermédiaire de l'agence américaine pour le développement international (USAID). La responsabilité du contenu incombe au prix PRO-WASH et ne reflète pas systématiquement le point de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

NOUS CONTACTER

PRO-WASH & SCALE : prowashandscale@savechildren.org | <https://www.fsnnetwork.org/prowashandscale>

USAID TerresEauVie : Patrick.Cantin@winrock.org | <https://winrock.org/project/improving-resilience-and-water-access-in-the-sahel/>